**Echec de la CM13 : une fois de plus, l'OMC ne tient pas compte du développement, ni des travailleurs et de l'environnement**

**Mais les pays en développement ont réussi à s'opposer au nouveau programme radical d'expansion de l'OMC en faveur des multinationales**

Par Deborah James

11 mars 2024

Depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, à la demande des plus grandes multinationales, les pays développés ont cherché à étendre ses règles et à orienter davantage l'économie mondiale en leur faveur, tandis que les pays en développement ont largement cherché à réduire les disciplines sur leurs économies nationales. Tous les deux ans environ, les ministres des 164 membres actuels se réunissent pour prendre des décisions sur les propositions qui deviendront les disciplines de l'OMC.

En arrivant à Abu Dhabi fin février pour la 13e conférence ministérielle (CM13), les organisations de la société civile (OSC) du monde entier, qui collaborent au sein du réseau international Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), s'attendaient à une [lutte importante sur des questions clé de la gouvernance économique mondiale.](https://owinfs.org/2024-02-26_briefing)

Or ils n'avaient aucune idée de la [répression qui les attendait](https://owinfs.org/2024-02-26_R_free_speech). Contrairement aux précédentes conférences ministérielles et à la conférence des Nations unies sur le changement climatique qui s'était tenue peu avant dans l'émirat voisin de Dubaï, les organisateurs du pays hôte ont interdit à la société civile de distribuer des brochures d'information, de [brandir des banderoles](https://owinfs.org/2024/2024-02-29_R_banners.pdf), de manifester et même de pénétrer dans la zone sécurisée réservée aux délégués.

La directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, [n'a pas réussi](https://twitter.com/OWINFS/status/1763076076190806505) à faire respecter la liberté d'expression et les droits d'association des OSC [enregistrées](https://owinfs.org/2024/2024-02-28_R_repression.pdf), rejetant la faute sur le gouvernement local, comme si elle n'avait aucun moyen d'action. Une [lettre envoyée à Ngozi](https://owinfs.org/2024/2024-02-26_L_DG.pdf) le premier jour de la réunion ministérielle, énumérant certains des incidents troublants, n'a toujours pas reçu de réponse. Le manquement de la DG à son devoir de défendre les droits démocratiques a ouvert la voie à un résultat favorable aux multinationales et aux pays développés.

Malgré les limites imposées à la société civile, la réunion s'est soldée par une paralysie générale, les membres étant dans l'impasse sur la plupart des propositions.

Cette conférence ministérielle aurait dû se pencher sur les propositions urgentes des pays en développement en vue d'obtenir des flexibilités par rapport aux règles onéreuses de l'OMC. Elles leur permettraient d'utiliser le commerce pour le développement, de s'engager dans des politiques industrielles pour la transformation structurelle et de garantir la sécurité alimentaire par le biais de la constitution de stocks publics. Ces questions, qui ont été mandatées par les précédentes ministérielles, auraient pu bénéficier aux pays pauvres et aux travailleurs du monde entier qui ont été soumis à des décennies de règles néolibérales néfastes de l'OMC. Bien que représentant une grande diversité de géographies, d'intérêts et d'approches, les pays en développement étaient unis sur les questions d'importance globale.

Au contraire, les pays développés ont tenté d'utiliser la CM13 pour remodeler et élargir l'OMC afin de servir encore davantage les intérêts des entreprises. La CM13 a été présentée comme une «ministérielle de réforme», et la directrice générale a apporté son aide et son soutien à cet agenda pro-entreprise. La majorité des membres de l'OMC n'était toutefois pas disposée à approuver l'agenda visant à déformer le multilatéralisme et à abroger la constitution de l'OMC, afin d'étendre encore davantage l'influence des entreprises sur l’organisation et sur l'élaboration des politiques nationales.

Même les campagnes de pression intensives menées au cours des mois précédant la ministérielle et à Abou Dhabi n'ont pas abouti au résultat souhaité par les puissants pays riches. Comme on pouvait s'y attendre, les médias internationaux accusent les pays en développement d'avoir insisté pour que l'OMC respecte ses propres règles. Mais c'est l'organisation elle-même et le leadership de la directrice générale [qui ne sont pas adaptés à l'objectif visé.](https://theconversation.com/wto-conference-ends-in-division-and-stalemate-does-the-global-trade-body-have-a-viable-future-224948)

Dans l'ensemble, la réunion n'a pas abordé les multiples crises économique, climatique et alimentaire auxquelles sont confrontés des milliards de personnes dans le monde. L'affirmation de longue date de la société civile selon laquelle le modèle de règles de l'OMC favorables aux entreprises est incapable d'élever les niveaux de vie, de promouvoir le développement durable et d'augmenter la part du commerce pour le développement des pays du Sud global été prouvée une fois de plus.

##### **Résultats bloqués sur les questions proposées par les pays en développement**

Les pays en développement plaident depuis longtemps pour une modification des règles existantes de l'OMC. Lors de cette conférence ministérielle, leurs efforts se sont concentrés sur l'octroi d'une période de transition plus longue aux pays les moins avancés (PMA), sur une série de demandes vieilles de 25 ans concernant les flexibilités en matière de développement en général, et sur des flexibilités spécifiques par rapport aux règles de l'OMC qui limitent la capacité des pays à garantir la sécurité alimentaire et l'accès aux médicaments. Les pays développés ont bloqué toutes leurs demandes.

*Période de transition pour les pays les moins avancés (PMA)*

Les PMA avaient demandé une période de transition de 12 ans après leur « graduation » du statut de PMA avant de devoir appliquer les règles de l'OMC. Ils n'ont obtenu que trois ans. Les PMA récemment sortis de la catégorie des PMA, [toujours très en retard dans la réalisation des objectifs de développement durable](https://www.southcentre.int/research-paper-183-15-september-2023/), devront désormais appliquer des règles favorables aux entreprises, élaborées par l'UE et les États-Unis. Parmi celles-ci figurent l'ouverture de leur secteur des services aux conglomérats de services transnationaux géants, et des règles maximalistes en matière de propriété intellectuelle, qui pourraient même les faire retourner dans la catégorie des PMA.

*Agenda de développement*

Depuis la création de l'OMC, il est clair que les pays en développement ont fait une très mauvaise affaire. En conséquence, ils ont présenté plus de 100 propositions pour remédier aux difficultés qu'ils ont rencontrées dans la mise en œuvre des règles de l’organisation. Il s'agit notamment des mesures sur les investissements liés au commerce (TRIMS), qui limitent leur capacité à appliquer des politiques de développement fondées sur des données probantes en matière d'investissements étrangers ; des monopoles de brevets excessifs dans l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) ; et même de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), parmi d'autres. Les membres de l'OMC avaient convenu de donner la priorité aux négociations sur ces propositions dans le cadre du cycle de Doha en 2001.

Après plus de vingt ans, les pays développés continuent de bloquer les progrès et refusent de concéder ne serait-ce qu'une seule des demandes de flexibilité des pays en développement par rapport aux règles mal conçues et néfastes de l'OMC. En raison de cette intransigeance, les pays en développement ont dû réduire leurs aspirations à 25 propositions, qu'ils ont ensuite réduites à seulement « 10 propositions spécifiques à l'accord », toujours défendues par le groupe de pays en développement G90 — le plus grand groupe de membres de l'OMC.

Le seul résultat de la CM13 lié à ces demandes, dans l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (ATC), se contente d'instruire les membres de continuer à travailler dans les comités concernés. Néanmoins, dans sa conférence de presse de clôture, la DG Ngozi a présenté cette décision comme une « victoire pour le développement ». Ce qui n'est absolument pas le cas.

Les pays en développement se sont également battus pour inclure dans la déclaration ministérielle un texte reconnaissant leur besoin [d'espace politique pour l'industrialisation et la transformation structurelle](https://seatiniuganda.org/download/africa-trade-network-atn-statement-ahead-of-the-thirteenth-ministerial-conference-of-the-world-trade-organization-wto-mc13/) — l'objectif clé de l'Union africaine et d'autres groupements régionaux depuis de nombreuses années. En fait, les pays en développement, et le groupe africain en particulier, ont présenté une série de propositions réfléchies et détaillées sur l'utilisation du transfert de technologie pour le développement. Au lieu de répondre à ces propositions et de permettre une plus grande flexibilité par rapport aux règles maximalistes en matière de propriété intellectuelle, l'Union européenne tente de prétendre qu'elle aussi a besoin de flexibilités pour l'espace de politique industrielle — tout en les refusant aux Africains.

Les pays en développement ont également proposé une formulation qui leur donnerait la flexibilité nécessaire pour répondre de manière décisive aux moments de crise. Étant donné que les crises exogènes — allant de la crise financière et de la crise de la dette au COVID-19 et aux catastrophes climatiques — ont pris naissance dans les pays riches, la proposition était tout à fait raisonnable. Mais les représentants de ces mêmes pays riches ont supprimé cette formulation de la déclaration ministérielle.

*Sécurité alimentaire*

Dans le domaine de l'agriculture, certains pays préconisent [des flexibilités en matière de sécurité alimentaire, tandis que d'autres continuent de pousser à l'expansion de l'OMC](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC13/Agriculture%20TWNBP%20MC13%20Sengupta.pdf) par le biais d'une libéralisation accrue de l'agriculture. Dans un contexte de monopolisation croissante des marchés, résultant de décennies d'expansion de la libéralisation et d'augmentation de l'inflation alimentaire mondiale, en raison des perturbations de l'approvisionnement dues à la guerre en Ukraine et au changement climatique, la nécessité d'une correction de trajectoire est tout à fait évidente.

Actuellement, l'OMC restreint la capacité des pays en développement à utiliser les meilleures pratiques pour garantir la sécurité alimentaire en raison des limites qu'elle impose aux subventions nationales, même lorsque les denrées alimentaires ne font pas l'objet d'un commerce. Ainsi, [80 pays en développement se sont battus pour supprimer les restrictions imposées par l'OMC aux politiques nationales de sécurité alimentaire](https://www.twn.my/title2/wto.info/2024/ti240223.htm). Dans le cadre de ces meilleures pratiques de stockage public, les gouvernements achètent des denrées alimentaires aux agriculteurs – qui sont souvent les personnes les plus pauvres des pays en développement – et les distribuent par l'intermédiaire de systèmes publics. Malheureusement, des règles incroyablement anachroniques stipulent que la « subvention » prise en compte par l'OMC est la différence, non pas entre le prix obtenu et le prix du marché, mais entre le prix obtenu et le prix moyen des années 1986-1988. Et en raison de l'inflation, qui a été particulièrement prononcée pour les prix des denrées alimentaires dans les pays en développement, ce prix ne reflète qu'environ un dixième du prix réel du marché. Ainsi, les subventions, bien qu'extrêmement maigres, dépassent le montant autorisé par les règles de l'OMC pour les pays en développement. Les pays développés, en revanche, sont autorisés à verser des milliards de dollars de subventions, ce qui représente environ 20 000 dollars par agriculteur aux États-Unis, alors qu'en Inde, ce chiffre tourne autour de 300 dollars par agriculteur. Mais ce sont les États-Unis qui ont porté plainte contre l'Inde pour subventions excessives !

Des pays du monde entier utilisent ces politiques de sécurité alimentaire, et beaucoup d'autres le feraient s'ils ne craignaient pas d'être poursuivis pour violation des règles de l'OMC. En 2013, le groupe des 47 pays du G33 a obtenu un accord selon lequel il ne serait pas poursuivi pour s'être engagé dans une version limitée de ces pratiques pendant la renégociation des règles. Mais dans la pratique, cette « clause de paix » a été assortie de tellement de conditions que la flexibilité a été pratiquement inutilisable.

Les membres de l'OMC ont également demandé aux négociateurs de trouver une solution permanente à la question des stocks publics. Mais les États-Unis et d'autres exportateurs de produits agricoles l’ont bloquée. Il semble que leurs négociateurs commerciaux préfèrent voir des enfants souffrir et mourir de faim pour que les exportations américaines de riz et de blé subventionnés puissent supplanter la production alimentaire nationale dans les pays pauvres. Mais pourquoi les règles commerciales imposeraient-elles à l'Égypte, à l'Inde, au Maroc, à la Turquie, à la Zambie et à d'autres pays de dépenser des fonds publics pour acheter des denrées alimentaires à l'étranger alors qu'ils peuvent produire leurs propres denrées et sortir ainsi des millions de personnes de la pauvreté ?

Avant la CM13, l'écrasante majorité des pays en développement s'est prononcée en faveur d'une solution permanente pour le stockage public. Mais cette question a de nouveau été bloquée par les grandes puissances, qui affirment n'être disposées à négocier que si la libéralisation de l'agriculture est mise sur la table. (Elles ont été aidées par les exportateurs agricoles latino-américains qui feraient mieux de continuer à se concentrer sur les subventions et les droits de douane des pays riches, plutôt que de s'aligner pour frapper les agriculteurs les plus pauvres du monde).

Pourtant, selon la presse dominante, c’est l'intransigeance de l'Inde qui est responsable de l'impasse. Comment l'Inde ose-t-elle [défendre les intérêts de ses 800 millions d'agriculteurs appauvris](https://owinfs.org/2024/ICCFM_pre_MC13.pdf) ? Permettre aux pays en développement de maintenir ces programmes constituerait le changement de politique le plus important au monde en matière de lutte contre la faim. Les subventions agricoles nationales destinées aux systèmes publics de distribution alimentaire ne devraient pas être limitées par l'OMC.

Les négociateurs sont également mandatés par des accords antérieurs pour établir un mécanisme de sauvegarde spécial (MSS) — semblable aux programmes déjà existants dans les pays en développement — afin de faire face aux poussées d'importations qui inondent souvent les marchés des pays en développement. Il a été bloqué de la même manière.

« Pour nous, et pour nos frères et sœurs agriculteurs des pays en développement et des PMA, la solution permanente est un outil politique essentiel pour garantir notre agriculture et nos moyens de subsistance. Cela est également essentiel pour que nos programmes alimentaires publics fonctionnent et garantissent la sécurité alimentaire de nos citoyens. La clause de paix est inefficace pour atteindre son objectif, car elle a été criblée de limitations et de conditionnalités difficiles et irrationnelles. De même, le SSM aurait dû être accordé il y a longtemps et nous l'exigeons immédiatement », a déclaré K V Biju, qui a été détenu pendant des heures lors de la CM13 pour avoir remis une lettre d'une organisation d'agriculteurs à un journaliste qu'il connaissait de chez lui. Biju est le coordinateur de Samyukta Kisan Morcha (NP), [qui représente plus de 3 millions d'agriculteurs en Inde](https://owinfs.org/2024/L_Indian_farmers.pdf) et participe depuis des mois à des manifestations de masse pour réclamer davantage de soutien pour les agriculteurs.

[Des manifestations similaires](https://owinfs.org/2024/2024-02-27_R_farmers.pdf), réclamant également de meilleurs revenus, un soutien public accru et l'arrêt immédiat des accords de libre-échange, se multiplient depuis des mois en Allemagne, en France, en Belgique, en Espagne, en Grèce et dans d'autres pays.

Enfin, la CM13 n'a pas réussi à discipliner les États-Unis et d'autres pays qui maintiennent d'énormes subventions agricoles — sur le coton par exemple — qui nuisent gravement aux moyens de subsistance des agriculteurs dans des régions telles que l'Afrique de l'Ouest. Bien qu'ils aient été mandatés pour traiter rapidement cette question depuis 2005, les États-Unis l'ont à nouveau bloquée. La DG a préféré présenter un « événement parallèle » sur le coton comme un résultat concret, laissant les Africains dans l'embarras et les insultant une fois de plus.

« Les manifestations d'agriculteurs auxquelles nous assistons actuellement dans le monde entier en disent long sur les limites d'un système alimentaire fondé sur le libre-échange sans protection pour les agriculteurs les moins bien équipés. Les pays demandent une plus grande marge de manœuvre pour réguler leur marché et garantir les revenus des agriculteurs. À l'inverse, les règles actuelles de l'OMC permettent aux grandes entreprises de prospérer et placent de plus en plus de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire », a déclaré Jonas Jaccard, chargé de mission pour le groupe de lutte contre la faim Humundi, en Belgique.

*Mettre fin à l'application excessive des droits de propriété intellectuelle*

En ce qui concerne les ADPIC, il existe une certaine incertitude au sein de l'OMC quant à la possibilité pour les membres de porter plainte les uns contre les autres lorsqu'un avantage auquel ils s'attendaient est annulé ou compromis, même si l'autre pays n'a pas enfreint les règles ! Il existe depuis longtemps un accord, appelé « moratoire sur les plaintes en non-violation des ADPIC », selon lequel les pays n'intentent pas de procès lorsque d'autres pays entreprennent des actions conformes aux règles, telles que la fabrication de médicaments génériques ou l'utilisation d'exceptions légales en matière de droits d'auteur. Big Pharma aimerait que cet accord expire, afin de pouvoir poursuivre les pays même s'ils n'enfreignent pas les règles. Mais les grandes entreprises technologiques ont également besoin de ce moratoire, car internet fonctionne grâce aux exceptions au droit d'auteur. Heureusement, à la dernière minute, et après une action rapide de la société civile, dont Third World Network, la Colombie a soulevé la question et assuré la poursuite du moratoire. C'est le seul résultat positif de la CM13 pour les pays en développement : l'inclusion à la dernière minute d'un accord selon lequel les pays ne peuvent pas porter plainte contre d'autres pays qui n'ont pas violé les règles au départ.

Mais le maintien de ce qui semble être une évidence est une petite victoire étant donné que [certains pays riches ont bloqué l'approbation d'une dérogation aux ADPIC](https://owinfs.org/TRIPS) qui aurait élargi l'accès des pays en développement aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements tout au long de la pandémie de COVID-19.

**Les pays en développement s'opposent fermement au programme d'expansion de l'OMC en faveur des entreprises**

Malgré l'obstruction continue des agendas en faveur du développement, la CM13 a été une victoire retentissante pour la société civile, qui a travaillé sans relâche contre l'expansion de l'OMC pendant des décennies. Les pays développés avaient cherché à obtenir des accords sur les politiques de «réforme » de l'OMC qui renforceraient encore leur pouvoir aux dépens des pays en développement membres. Ils ont œuvré à faciliter l'entrée dans l'OMC de disciplines favorables aux entreprises en matière d'investissement et de réglementation des services, à étendre l'accord sur la pêche de manière à consolider le pouvoir des grands subventionneurs et à maintenir l'interdiction des taxes commerciales sur les grandes entreprises technologiques. Sur presque tous les points, les pays en développement se sont opposés aux intérêts des multinationales et à leurs soutiens étatiques dans les pays riches.

*Accroître le pouvoir des multinationales en déformant l'OMC*

Les pays en développement, souvent avec le soutien mobilisé par les OSC à travers le réseau international OWINFS, ont largement réussi à stopper l'expansion de l'OMC depuis sa création. Seuls deux accords multilatéraux majeurs ont été adoptés : l'accord sur la facilitation des échanges (TFA) en 2013 et l'accord partiel sur les subventions aux pêcheries en 2022. Toutefois, les pays en développement n'ont pas réussi à améliorer les règles initiales néfastes de l'OMC pour les rendre plus flexibles pour le développement ou plus favorables aux travailleurs, aux agriculteurs ou à l'environnement.

L'une des menaces les plus graves pour le développement et la démocratie lors de la CM13 a été la tentative des pays riches et de la DG d'enfreindre les règles de l'OMC afin de déplacer l'équilibre du pouvoir encore plus en faveur des intérêts des entreprises, [comme l'a expliqué Kinda Mohamadieh du Third World Network.](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC13/Dispute%20settlement%20reform%20TWNBP%20MC13%20Mohamadieh.pdf)

Les tentatives visant à favoriser un « [consensus responsable](https://www.twn.my/title2/wto.info/2024/ti240211.htm) » au lieu du consensus réel prescrit par l'OMC, à favoriser des « délibérations » juridiquement ambiguës au lieu de « négociations » légales, et d'autres efforts de ce type visant à créer plus d'informalité dans la structure, auraient permis un détournement de mission, une extension de l'influence des entreprises, une extension du pouvoir du Secrétariat de l'OMC et une éviscération de la capacité des pays en développement à s'engager dans des négociations collectives.

Heureusement, les pays en développement ont réussi à supprimer la plupart de ces références de la déclaration ministérielle. Mais il ne fait aucun doute que ces « réformes de l'OMC » figureront en tête de l'ordre du jour des pays développés lors de leur retour à Genève.

*Plurilatérales : facilitation de l'investissement et réglementation intérieure dans les services*

L'une des principales façons dont les multinationales cherchent à accroître leur pouvoir au sein de l'OMC est par le biais d'initiatives « plurilatérales », qui sapent la capacité des pays en développement à travailler ensemble de manière solidaire. Un élément commun à ces initiatives plurilatérales, ou « initiatives de déclaration conjointe (JSI) » dans le jargon de l'OMC, est qu'elles confèrent aux entreprises étrangères un rôle prescrit par la loi dans l'élaboration des politiques démocratiques nationales.

Dans le cadre de l'initiative de déclaration commune sur la « réglementation intérieure dans les services», les entreprises internationales de services auraient le droit d'intervenir dans les propositions des pays en développement visant à réglementer les services au niveau national, ce qui donnerait, par exemple, aux entreprises minières étrangères le droit d'intervenir lorsque les législatures nationales examinent l'importance des réglementations en matière d'environnement et de sécurité. De même, une JSI sur la «[facilitation des investissements](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC13/Investment%20facilitation%20commentary.pdf)» donnerait aux [investisseurs étrangers le droit d'intervenir dans les propositions de réglementation des investissements dans les pays en développement.](https://owinfs.org/2021/Kelsey_investment_JSI.pdf) Les accords ne conféreraient aux pays en développement aucun nouveau droit et n'imposeraient aucune obligation aux investisseurs étrangers, ce qui représenterait une grave érosion de la démocratie et des droits des citoyens aux dépens des entreprises étrangères. Et ce, malgré les preuves massives, au cours des dernières décennies, que les accords renforçant les droits des investisseurs n'ont [pas permis d'attirer de nouveaux investissements pour le développement.](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC12/briefings/Joint-statement%20initiative%20on%20IF%20WTOMC12BP%2020%20Nov%202021%20Mohamadieh.pdf)

Mais lors de sa création, les membres ont convenu que les accords plurilatéraux ne pouvaient être importés au sein de l'OMC - une organisation fondée pour promouvoir le multilatéralisme - que dans des circonstances spécifiques, et notamment par consensus. Les membres ont donc donné à chacun d'entre eux le droit de s'opposer à l'inclusion de tels accords dans l'OMC.

L'Afrique du Sud et l'Inde se sont [formellement opposées](https://ourworldisnotforsale.net/2024/2024-02-28_R_IF.pdf) à l'adoption de l'accord sur la facilitation des investissements pour examen lors de la 13e Conférence ministérielle, faisant valoir les procédures juridiques relatives aux accords plurilatéraux. Ces pays [ont annoncé](https://owinfs.org/2024/2024-02-28_IF_India%2BSA.pdf) qu'il n'y avait pas de consensus pour l'adoption de l'accord plurilatéral de facilitation des investissements. Cela signifiait qu'elle ne pouvait pas faire partie de l'ordre du jour de la CM13, qu'elle ne pouvait pas être discutée formellement à la CM13 et qu'elle ne pouvait pas faire l'objet d'un vote ou d'une adoption à la CM13.

Ces pays ont fait l'objet de pressions intenses pour qu'ils renoncent à leur opposition, la DG exerçant même des pressions actives sur les deux membres de l'OMC à l'encontre de leurs intérêts. Cette violation de son rôle a été reconnue par l'un [des co-convocateurs de ces négociations](https://owinfs.org/2024/2024-02-27_R_DG.pdf), et las DG a été [critiquée à juste titre par la société civile pour avoir agi de la sorte](https://twitter.com/OWINFS/status/1763082017728508165). OWINFS a mobilisé plus de 30 OSC d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Pacifique, des États-Unis et d'Europe dans les 24 heures pour envoyer une [lettre ouverte](https://owinfs.org/2024/2024-02-29_L_IF.pdf) à la présidente de la CM13 afin de rejeter la Facilitation des investissements ainsi que les efforts visant à la présenter comme un vecteur de développement.

Le rejet de la FI est une victoire majeure pour les pays en développement, mais la bataille retourne maintenant à Genève, car ses partisans n'abandonneront pas leur tentative d'étendre d'autres mauvaises règles, plutôt que de s'attaquer au problème de la facilitation des flux d'investissements internationaux vers les endroits où ils sont le plus nécessaires.

L'Afrique du Sud et l'Inde ont également réussi à empêcher l'adoption de l'accord sur la [réglementation intérieure des services au sein de l'OMC.](https://owinfs.org/services) Malheureusement, cet accord semble maintenant susceptible d'entrer par la petite porte (en étant importé par les membres dans leurs listes individuelles d'engagements, ou listes de services). Si c'est le cas, les citoyens et les politiques des pays qui le ratifient verront leur processus d'élaboration des politiques nationales soumis à une plus grande emprise des agendas des multinationales étrangères.

Une [JSI sur le commerce numérique](https://owinfs.org/digital) a été chamboulée l'automne dernier lorsque les [États-Unis ont annulé leur soutien](https://dtalliance.org/wp-content/uploads/2024/01/JSI-Civil-Society-Letter-2024.pdf) aux dispositions les plus importantes sur les flux de données et les interdictions de divulgation du code source, qui [ont des implications pour toutes sortes de réglementations](https://www.commondreams.org/opinion/wto-trade-rules-big-tech) allant de la vie privée et des pratiques anti-monopole à la discrimination et à [l'intelligence artificielle](https://ourworldisnotforsale.net/2024/ITfC_AI.pdf). Le [dernier texte partiel](https://ourworldisnotforsale.net/2024/TWN_ecommerce.pdf) reste problématique à bien des égards, notamment en raison de l'absence d'exceptions en matière de développement, et les OSC exhortent les pays à [suspendre leur participation](https://ourworldisnotforsale.net/2023/LatAm_Letter_digital_trade.pdf). Toutefois, [les experts préviennent que](https://ourworldisnotforsale.net/2024-02-27_digital) les partisans de la JSI pourraient tenter d'utiliser les discussions existantes sur cette question à l'OMC, dans le cadre du programme de travail sur le commerce électronique, pour introduire le texte de la JSI dans l'OMC – une manœuvre qui devrait être rejetée fermement.

*Subventions à la pêche*

La dernière conférence ministérielle de l'OMC ( «CM12 ») a conclu un accord visant à discipliner les subventions à la pêche, comme le prévoient les Objectifs de développement durable (ODD). Toutefois, l'accord n'a couvert que certains aspects du mandat et a laissé les subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche indisciplinées (OCOF). Il n'a pas non plus inclus les flexibilités en matière de traitement spécial et différencié (TSD), qui constituent un aspect essentiel du mandat des ODD. Les négociateurs ont été mandatés pour aborder ces questions dans le cadre des négociations « Poisson 2 “, alors que certains pays ratifient l'accord précédent, désormais appelé ” Poisson 1 ».

Lors de la CM13, [la société civile a appelé les négociateurs](https://ourworldisnotforsale.net/2024/L_fish.pdf) à cibler les grands subventionneurs, et non les petits pêcheurs. Au lieu de cela, le [texte proposé sur l'OCOF](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC13/Fishing%20subsidies%20TWNBP%20MC13%20Sengupta.pdf) aurait laissé les plus gros subventionneurs « [hors de portée » pour continuer leurs subventions dévastatrices pour les océans](https://www.twn.my/title2/wto.info/2024/ti240217.htm) tout en réduisant les petites subventions pour les pêcheurs artisanaux, qui n'ont pas causé la surpêche (un peu comme dans les négociations sur l'agriculture). Lors de la 13e Conférence ministérielle, le texte est allé dans la mauvaise direction, ne tenant pas les flottes de pêche en haute mer pour responsables de la surpêche.

« En Indonésie, 2,4 millions de pêcheurs et 3,9 millions de femmes pêcheurs sont impliqués dans le secteur. Les interdictions de subventions proposées risqueront d'enfreindre les lois et règlements indonésiens, qui stipulent clairement que les petits pêcheurs ont droit à des subventions du gouvernement, notamment pour le carburant, l'assurance pêche, l'assurance vie, les garanties contre les risques liés à la pêche et la réalisation de prix du poisson avantageux pour les pêcheurs. L'accord proposé nuira aux pêcheurs », a déclaré Fikerman Saragih, [du groupe de pêcheurs indonésiens KIARA](https://ourworldisnotforsale.net/2024/L_Indonesian_fisherfolks.pdf), lors de la CM13.

«L'Inde ne devrait pas accepter un accord de pêche sur les disciplines OCOF à moins qu'elle n’obtienne une période d'extension de 25 ans et des exemptions totales pour les petits pêcheurs. L'accord scellera définitivement mon destin et celui de mes collègues pêcheurs, qui sont au nombre de 100 millions. Il n'y a pas d'urgence à signer un accord », a déclaré Olencio Simoes, secrétaire général du [National Fishworkers Forum of India](https://ourworldisnotforsale.net/2024/NFF_small-scale_fishers.pdf), présent à la CM13.

Malgré des négociations de dernière minute qui se sont prolongées plus d'un jour après la fin prévue de la conférence, le dernier projet de texte a révélé des concessions significatives en faveur de ces flottes, en particulier celles qui pêchent dans des eaux lointaines, sans interdiction stricte de leurs subventions.

«Cette semaine, les négociateurs ont eu l'occasion de réduire de manière significative les subventions accordées aux grandes flottes de pêche en eaux lointaines, mais les grandes nations de pêche ont refusé d'assumer la responsabilité de procéder à des réductions significatives. Le texte proposé était édenté et a été rejeté à juste titre », a déclaré Adam Wolfenden, du Pacific Network on Globalisation, après l'échec de la réunion ministérielle.

*Prolongation des allègements fiscaux pour les grandes entreprises technologiques*

La principale perte pour les pays en développement et les travailleurs du monde entier a été la prolongation, pour une durée déterminée de deux ans, de l'interdiction des taxes frontalières sur les grandes technologies, appelée [«moratoire sur les droits de douane sur les transmissions électroniques](https://www.citizen.org/article/fact-sheet-wto-moratorium-on-customs-duties-on-electronic-transmissions/)». Les organisations de la société civile présentes à la CM13 et ailleurs [ont félicité](https://ourworldisnotforsale.net/2024/2024-02-29_R_standing_firm.pdf) et soutenu l'Afrique du Sud, l'Indonésie et l'Inde pour avoir tenu bon au nom de tous ceux qui cherchent des moyens de limiter le pouvoir insoutenable des Big Tech et d'éviter les pièges de la colonisation numérique par le biais d'une industrialisation numérique autogérée. Malheureusement, l'accord est passé en douce – mais cette fois, les pays en développement ont fixé une limite de deux ans.

[Sofia Scasserra](https://ourworldisnotforsale.net/es), du Transnational Institute, a fait remarquer « qu’il est vraiment dommage qu'une nouvelle occasion ait été ratée de lancer un débat sur la manière de parvenir à des technologies plus diversifiées dans un monde technologique monopolisé par une poignée d'entreprises. Cette fois-ci, un plus grand nombre de pays se sont opposés; faisons en sorte que l'opposition continue de croître avant la 14e Conférence ministérielle.»

«Très bientôt, les flux numériques représenteront la plus grande partie des flux de valeur transfrontaliers. Les pays doivent conserver le droit de taxer ces flux de valeur à la frontière, afin d'en tirer des revenus, mais surtout de protéger, façonner et développer leur économie nationale et l'industrialisation numérique dans l’intérêt national », [a commenté Parminder Jeet Singh](https://ourworldisnotforsale.net/2024/2024-03-01_R_collapse.pdf), de la [Just Net Coalition.](http://www.justnetcoalition.org/)

**Zéro pour les travailleurs et l'environnement**

Alors qu'ils se targuent de soutenir de nouvelles politiques commerciales progressistes, les pays développés n'ont absolument pas plaidé en faveur de réformes qui amélioreraient les règles du commerce international en faveur des travailleurs ou de l'environnement.

Au lieu de cela, l'UE préconise une [série d'initiatives conjointes qualifiées d'environnementales](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC13/Trade%20and%20environment%20TWNBP%20MC13%20Das.pdf). Heureusement, celles-ci n'étaient pas prêtes à être avancées lors de la CM13. De nombreux pays auraient accueilli favorablement [des propositions réellement pro-environnementales](https://ourworldisnotforsale.net/2024-02-22_climate) qui auraient permis à tous les pays [d'utiliser des technologies vertes et de transformer le commerce pour répondre aux réalités du changement climatique](https://www.twn.my/title2/wto.info/2023/ti231003.htm). Mais comme indiqué plus haut, les pays développés ont bloqué les négociations sur le transfert de technologies, empêchant ainsi les pays en développement d'accéder à la décarbonisation industrielle.

Les États-Unis vantent leur politique commerciale comme étant « favorable aux travailleurs » parce qu'ils préconisent des dispositions visant à discipliner le recours au travail forcé dans le secteur de la pêche. Mais tant que leur approche ne changera pas fondamentalement pour permettre une plus grande autosuffisance en matière de production agricole et de pêche dans les pays pauvres ; et tant qu'ils ne renonceront pas à leur opposition ininterrompue aux flexibilités en matière de développement et à leur insistance absolue sur les allègements fiscaux pour les grandes entreprises technologiques, leur rhétorique en faveur des travailleurs sera exposée comme étant en contradiction avec leurs véritables positions au sein de l'OMC.

**Gros litiges, pas de résultat**

Un autre point controversé lors de la 13e Conférence ministérielle a été la tentative de réparer le système de règlement des différends. Les administrations américaines successives, républicaines et démocrates, ont brisé le système de règlement des différends en empêchant l'Organe d'appel de fonctionner. On a fait grand cas du « résultat » de la 13e Conférence ministérielle sur le [règlement des différends](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/MC13/Dispute%20settlement%20reform%20TWNBP%20MC13%20Mohamadieh.pdf), mais il ne fait que renvoyer le travail à Genève, sans conclure quoi que ce soit. Paradoxalement, les États-Unis ne sont pas accusés d'être « irresponsables » et d'abuser de la règle du consensus ; ces critiques sont réservées aux pays en développement.

« Le problème fondamental du mécanisme de règlement des différends n'est pas que le pays le plus puissant du monde ait perdu certaines affaires. C'est que l'ensemble du système va presque toujours à l'encontre de l'intérêt public et du développement, en faveur des droits d'une entreprise à « commercer ». Dans 46 des 48 affaires dans lesquelles les pays ont tenté de défendre leurs réglementations sur la base des exceptions liées à l'intérêt public, l'OMC a tranché en faveur du «droit de commercer » plutôt que du « droit de réglementer ». Le problème sous-jacent est qu'elle statue sur les règles de l'OMC, et que ces règles ne sont pas adaptées à l'objectif de prospérité partagée et de développement durable », a souligné Melanie Foley, de l'association américaine de défense des consommateurs Public Citizen.

« Les pays en développement ont demandé que des changements soient apportés au système de règlement des différends afin d'équilibrer l'utilisation du système par les petits pays face aux grands membres puissants, mais ces réformes ont été contournées alors que les États-Unis empêchent tous les pays d'utiliser le système pour régler leurs différends », a souligné Jane Kelsey, experte de l'OMC et professeur émérite de l'université d'Auckland d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande).

**La voie à suivre**

Il est plus que temps de procéder à une réévaluation fondamentale de l'ensemble des règles incarnées et appliquées par l'OMC. Si certains critiques qualifient allègrement l'OMC de non pertinente, il n'en reste pas moins que ses règles et obligations empêchent fortement les pays en développement d'utiliser le commerce pour le développement par le biais de la transformation structurelle et même de nourrir leurs propres populations. À l'avenir, ces contraintes risquent d'exclure toute marge de manœuvre politique pour l'industrialisation numérique.

C'est pourquoi le réseau international OWINFS plaide depuis longtemps en faveur d'un [revirement complet de l'orientation des règles commerciales multilatérales.](https://owinfs.org/2021_WTO-Turnaround_FR) Les règles internationales devraient permettre aux pays souverains de préserver la sécurité alimentaire, promouvoir des emplois de qualité et des moyens de subsistance, garantir une surveillance réglementaire d'intérêt public et s'engager dans le développement durable — et non de les limiter dans l'intérêt d'un «commerce » qui profite de manière disproportionnée aux grandes multinationales exportatrices.

Il reste à voir si les pays riches — et certains pays en développement néolibéraux — rejoindront la majorité des pays en développement pour exiger des règles commerciales internationales qui soient réellement bénéfiques pour les travailleurs, les agriculteurs et le développement durable. La société civile doit s'engager davantage pour que les gouvernements répondent aux exigences démocratiques et pour élire des gouvernements qui placent les intérêts des personnes, plutôt que les agendas des entreprises, au centre de la politique commerciale.

Les institutions multilatérales sont de plus en plus sous influence des entreprises et l'espace de la société civile en matière de gouvernance économique mondiale est en train de s'éroder. Or, il est urgent, aujourd'hui plus que jamais, de mettre en place des réseaux stratégiques qui associent une analyse fine à des interventions ciblées et à la mobilisation des communautés touchées. Les enjeux ne pourraient être plus élevés.

Deborah James (djames@cepr.net) est directrice des programmes internationaux au Center for Economic and Policy Research (www.cepr.net) et anime le réseau international de la société civile Our World Is Not for Sale (OWINFS, www.ourworldisnotforsale.net) sur l'OMC.